



● ANNEXE 3

ORGANISATION DU CONTRÔLE INTERNE, DE LA GESTION DES RISQUES ET PLAN DE VIGILANCE

Première partie : les procédures de contrôle interne mises en place et la gestion des risques

1. Généralités

Les procédures de contrôle interne en vigueur chez SAVENCIA Fromage & Dairy ont notamment pour objet de vérifier que les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent. Elles ont également pour objet d'apporter l'assurance que les risques liés aux différents processus opérationnels mis en œuvre dans les différentes entités du Groupe sont connus et maîtrisés.

Le contrôle interne est mis en œuvre par chaque entité sous l'impulsion de la Direction Générale du Groupe et avec l'appui du Conseil d'Administration et de son Comité d'audit et des risques dans le cadre de leurs missions. Elles ont pour objet de vérifier que :

- les lois et règlements en vigueur dans chacun des pays où le Groupe opère, ainsi que les politiques qui encadrent la gestion des exploitations sont respectés ;
- les actifs sont sauvegardés ;
- les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Elles contribuent également à prévenir et à détecter les erreurs et fraudes.

Comme tout système, ces procédures de contrôle interne ne peuvent fournir une garantie absolue de l'exhaustivité de la connaissance et de la maîtrise des risques.

La gestion des risques, s'appuyant sur une démarche ERM (*Enterprise Risk Management*) à tous les niveaux du Groupe, et notamment sur la cartographie des risques, vise à une stratégie de maîtrise des risques (opérationnels, financiers, stratégiques...) en optimisant :

- les moyens de prévention ;
- les moyens de réduction ou de couverture (par exemple par des contrats d'assurance) ;
- l'acceptation de la prise de certains risques.

2. Cartographies des risques

Le Groupe dispose de trois cartographies des risques construites en coordination avec le Management, dans le but d'identifier les risques potentiels et de développer les mesures permettant de réduire au maximum leur portée et leur occurrence :

- une cartographie des risques « Groupe » ;
- une cartographie des risques « Loi Sapin II » ;
- une cartographie des risques « Loi sur le devoir de vigilance ».

2.1 Cartographie des risques « Groupe »

La formalisation de la démarche d'analyse des risques (ERM) par les principales entités opérationnelles se poursuit. Les résultats de ces cartographies locales viendront compléter la cartographie Groupe existante.

La cartographie des risques comprend les étapes suivantes :

- identification des risques : le risque représente la possibilité qu'un événement survienne et dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs du Groupe ou sa réputation ;
- évaluation du niveau de gravité du risque : les risques sont évalués selon deux critères, leur probabilité d'occurrence et leur impact ;
- analyse du niveau de maîtrise du risque : cette étape consiste à examiner les mesures de prévention et de protection existantes à date et à évaluer le niveau de maîtrise des risques potentiels.

Les principaux risques identifiés au niveau du Groupe sont les suivants :

- Risque de non-respect de la réglementation

Les activités du Groupe sont soumises à de multiples lois et réglementations changeantes et de plus en plus contraignantes, relatives à la sécurité alimentaire, la protection des consommateurs, la nutrition, l'environnement, ou le droit de la concurrence.

Le Groupe veille au respect de toutes les dispositions légales et réglementaires des pays où il opère, et prend les mesures qu'il considère appropriées pour s'assurer de ce respect. Outre une veille permanente afin d'identifier les différentes évolutions réglementaires, il développe par exemple des actions de sensibilisation à destination des collaborateurs concernés et poursuit des actions de formation.

● Risque produit

La confiance des consommateurs dans les marques du Groupe repose sur une matière première et un produit de qualité irréprochable. Le Groupe est donc particulièrement attentif à la sécurité alimentaire de ses produits. Le risque de contamination est principalement lié à des origines microbiologiques mais aussi à de possibles contaminants chimiques, allergènes ou corps étrangers et ce, aux différents stades de l'élaboration des produits, depuis la collecte du lait ou l'achat des matières premières jusqu'à la fabrication et le stockage des produits, ou leur distribution.

La politique qualité du Groupe couvre aussi bien les processus d'achat des matières premières, que de production et de distribution. Elle répond aux protocoles internationaux de diagnostic et de maîtrise de la sécurité alimentaire les plus rigoureux et est constamment mise à jour, notamment dans ses nouveaux métiers, comme la nutrition infantile ou le parapharmaceutique.

● Risque d'atteinte sérieuse à la réputation du Groupe

La réputation du Groupe et son image peuvent être, à tout moment, fragilisées par des événements défavorables portant atteinte à la notoriété de ses produits, ou par la diffusion non contrôlée d'informations préjudiciables dans les médias et les réseaux sociaux relatifs à ses activités, ses sites de production, ses marques, ses produits, leur composition et ses dirigeants.

Face à ce risque, le Groupe s'est doté d'un dispositif de gestion de crise qui a pour objectif de prévenir les crises et de réduire leurs impacts.

● Risque de volatilité des prix matières

Sur l'ensemble des marchés où il opère, le Groupe doit faire face à une volatilité croissante des prix des matières premières et de la cotation de produits industriels. Cette volatilité s'est accrue en Europe à partir de 2007, puis suite à l'arrêt en 2015 des dispositifs de régulation des marchés laitiers. Dans le cas d'une situation de marché fortement haussière, le Groupe pourrait ne pas pouvoir augmenter ses tarifs auprès des clients distributeurs dans la même proportion et dans les mêmes délais, ce qui pourrait impacter ses résultats.

Face à ce risque, le Groupe peut s'appuyer sur un portefeuille unique de marques internationales et locales reconnues sur leurs marchés.

● Risque d'arrêt d'un site stratégique

Certaines spécialités ou ingrédients stratégiques sont fabriqués ou transitent dans un nombre limité de sites,

voire sur un site unique. La survenance d'un événement entraînant la destruction totale ou partielle de l'un de ces sites pourrait affecter significativement la production et la commercialisation de ces produits.

Le Groupe poursuit depuis de nombreuses années un programme de sécurisation de ses sites et de prévention des risques incendie avec le concours de ses assureurs et fixe à ses principaux sites industriels des objectifs d'amélioration visant à diminuer l'occurrence de ces risques. Le Groupe poursuit le développement d'une démarche de Plan de Continuité d'Activité en cas de sinistre majeur. En outre, le Groupe a toujours traditionnellement pratiqué une politique prudente en matière de protection de ses actifs, de couverture de risques majeurs du type dommages aux biens, de pertes d'exploitation et de responsabilité civile.

● Risque sécurité des hommes

La santé et la sécurité des hommes et des femmes qui travaillent pour le Groupe sont une priorité. Pour améliorer constamment la sécurité au travail, le Groupe met en œuvre un programme international de mobilisation, de formation et de gestion : « la Sécurité, c'est notre affaire ! ». Un référentiel sert de guide à toutes les unités de production et l'affichage des 10 règles d'or véhicule sur tous les sites les messages de prévention. Outil central de ce programme, la visite de sécurité comportementale (VSC) permet de sensibiliser et de mobiliser toutes les parties prenantes : Direction, managers et opérateurs. En outre, un programme visant à protéger la sécurité des collaborateurs en déplacement a été développé.

● Risques financiers

- Risque de marché

Le Groupe est exposé à des risques financiers, tels que les risques d'évolution des taux d'intérêt, de change ou des cours des matières premières. Ceux-ci peuvent avoir un impact défavorable sur le chiffre d'affaires et les résultats financiers.

La politique du Groupe consiste à suivre et gérer ces expositions de manière centralisée et de n'utiliser des instruments dérivés qu'à des fins de couverture économique. Les opérations de marchés font l'objet de procédures strictes. Le risque de change est par ailleurs limité par la stratégie du Groupe visant à produire et commercialiser localement la plupart de ses spécialités.

- Risque de placement

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie, notamment bancaire, dans le cadre de sa gestion financière. La politique bancaire du Groupe a pour objectif de réduire ses risques en diversifiant les contreparties, en privilégiant la qualité de crédit de celles-ci et leur caractère liquide ainsi qu'en appliquant des limites à chacune d'elles.

- Risque de financement

Le Groupe a été amené ces dernières années à augmenter son endettement via des financements à



ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

Organisation du contrôle interne, de la gestion des risques et plan de vigilance

court et long terme. Le financement du Groupe fait l'objet d'une politique visant à centraliser et diversifier ses sources de financement et à veiller au respect des covenants liés à ces financements.

- Risque climatique

À court terme, le Groupe n'a pas identifié de risques financiers significatifs liés aux effets du changement climatique. Les risques associés au dérèglement climatique sont limités en raison des implantations géographiques des filiales. À date, les sites ayant identifié des risques potentiels s'y sont préparés en se dotant de plans de continuité d'activité et en réalisant des études spécifiques.

Afin de réduire progressivement ses émissions de gaz à effet de serre, SAVENCIA SA priorise les actions de réduction de ses consommations énergétiques et veille à ce que les nouveaux équipements soient moins émetteurs de GES.

● Risques de pertes de clients

La concentration de la grande distribution, client privilégié des circuits de grande consommation, accroît le risque de déréférencement lié au regroupement des ventes sur un nombre réduit de clients.

Afin de se prémunir contre un risque de déréférencement, le Groupe met en avant la force de ses marques, la qualité des services rendus et la rentabilité apportée à ses clients au travers d'une innovation régulière.

2.2 Cartographie des risques « Loi Sapin II »

La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique de décembre 2016, dite loi Sapin II, impose l'établissement d'une cartographie détaillant les risques de sollicitations externes aux fins de corruption, notamment en fonction des zones géographiques dans lesquelles le Groupe déploie ses activités.

La cartographie des risques de corruption vise deux séries d'objectifs :

- identifier, évaluer, hiérarchiser les risques de corruption pour garantir un programme de conformité efficace et adapté ;
- informer la direction et lui donner la visibilité nécessaire pour la mise en œuvre de mesures de prévention et de détection proportionnées aux enjeux identifiés.

2.3 Cartographie des risques « Loi sur le Devoir de Vigilance »

Conformément à la loi relative au Devoir de vigilance, le Groupe a établi une cartographie des risques spécifiques propre à identifier et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé

et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, résultant des activités du Groupe et de celles des sociétés qu'il contrôle. De cette cartographie émane un Plan de vigilance dont le suivi des mesures et l'évaluation de leur efficacité s'effectueront par le biais d'indicateurs identifiés et ce, sous la supervision de la Direction Conformité.

3. Modalités du contrôle

Les procédures de contrôle interne et de gestion des risques (ERM) sont mises en place en tenant compte des valeurs du Groupe qui mettent en avant la subsidiarité et l'autonomie de ses unités, ainsi que de la cartographie des risques. La Société-mère contrôle l'activité de ses filiales au travers :

- des Directions d'Activité chargées de les animer et de les superviser ;
- de la Direction Financière chargée d'apprécier la pertinence des résultats et l'équilibre financier du Groupe.

Le Comité d'audit et des risques du Conseil d'Administration assure le suivi de l'efficacité de ces contrôles, en s'appuyant sur les travaux de l'Audit interne et des commissaires aux comptes.

Dans le cadre d'un plan pluriannuel, le Département d'Audit interne, rattaché à la Direction Générale du Groupe, porte une appréciation sur la maîtrise du contrôle interne de chacune des entités, ainsi que des processus transverses de plus en plus présents dans le Groupe, s'appuyant pour cela sur le cadre de référence défini par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Les missions contribuent à apprécier les risques majeurs spécifiques à l'activité de chaque entité, en s'appuyant sur les cartographies des risques élaborées dans le cadre de la démarche ERM en cours de déploiement dans le Groupe. Le rapport établi à l'issue de la mission fait ressortir les points d'amélioration du contrôle interne. Les entités sont ensuite tenues d'établir et de déployer des plans d'actions visant à mettre en place les améliorations ainsi recommandées, et de rendre compte périodiquement de leur état d'avancement. L'avancement de ces plans d'actions est supervisé par les Directeurs d'activité, et fait l'objet d'un suivi annuel par le Département d'Audit interne.

Concernant l'information financière, le processus d'élaboration des comptes de chaque filiale repose sur :

- un plan de comptes unique qui s'impose à toutes les filiales ;
- un manuel de procédures comptables visant à harmoniser les politiques mises en œuvre dans ce domaine.

Sur ces bases, les filiales établissent des situations mensuelles qui se comparent à la même période de l'exercice précédent. Elles établissent également une prévision annuelle de résultats. La Direction Financière du Groupe assure un suivi de l'activité et de ses résultats avec

une présence active et un contrôle des informations reçues par les Directeurs Financiers de chaque activité.

Les comptes sociaux de chaque filiale et les informations supplémentaires nécessaires à l'établissement et aux retraitements des consolidations semestrielles et annuelles sont par ailleurs certifiés par les auditeurs externes de chaque filiale. La nomination de ces auditeurs est inscrite dans une politique d'harmonisation établie en liaison avec les commissaires aux comptes du Groupe. De plus les dirigeants de chaque filiale signent une lettre d'affirmation, à l'attention du Conseil d'Administration, sur la qualité et le contenu de leurs comptes.

Le processus d'élaboration des comptes consolidés repose sur un système informatisé permettant de centraliser les comptes sociaux ainsi harmonisés de même que les informations supplémentaires nécessaires à l'élaboration de la consolidation.

Pour que ces opérations de consolidation soient assurées dans de bonnes conditions de contrôle interne, des procédures ont été établies et visent à garantir l'intégrité des données collectées au moyen d'un outil unique dont les accès sont strictement contrôlés. La fiabilité des traitements de consolidation et l'image fidèle des restitutions consolidées sont garanties par des procédures visant à séparer les tâches et à assurer la supervision des opérations.

Les commissaires aux comptes, dans le cadre de leurs diligences relatives à la vérification des comptes consolidés, procèdent chaque année à un examen des procédures mises en place pour l'établissement de ceux-ci et formulent les recommandations qu'ils estiment nécessaires. Ces remarques sont prises en compte pour améliorer régulièrement nos procédures existantes.

Deuxième partie : plan de vigilance

Plan de vigilance relatif à la loi sur le devoir de vigilance des Sociétés-mères et des entreprises donneuses d'ordre (loi n° 2017-399 du 27 mars 2017).

Rappel des dispositions réglementaires

Conformément à la loi relative au devoir de vigilance, SAVENCIA Fromage & Dairy a une obligation d'établir et de mettre en œuvre de façon effective un plan de vigilance propre à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, résultant des activités de la Société et de celles des sociétés qu'elle contrôle au sens du II de l'article L. 233-16 du code de commerce, directement ou indirectement, ainsi que des activités des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, lorsque ces activités sont rattachées à cette relation.

Plan de vigilance

Méthode d'établissement du plan

SAVENCIA Fromage & Dairy s'appuie sur une cartographie « Vigilance » issue de la cartographie des risques « Groupe » afin d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser les risques majeurs potentiels liés à nos obligations de vigilance découlant de ses activités.

Le plan est élaboré avec des porteurs dûment identifiés.

Le suivi des mesures mises en œuvre et l'évaluation de leur efficacité sont effectués par ces mêmes porteurs sous la supervision du Directeur de la Conformité.

Les signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques remontent par un réseau interne spécialisé disposant d'une adresse e-mail et d'un numéro de téléphone dédié.

Les droits humains et les libertés fondamentales

À travers son engagement depuis 2003 au Pacte Mondial de l'ONU, SAVENCIA Fromage & Dairy s'engage à respecter les exigences sociales et les droits humains fondamentaux dans l'ensemble des pays où le Groupe est implanté.

La Charte éthique du Groupe – le Groupe et sa Culture – remise à chaque collaborateur, rappelle les 10 principes fondamentaux relatifs aux droits de l'Homme, aux normes du travail et à l'environnement, et renforce cet engagement.

Le plan de vigilance en faveur des droits humains et des libertés fondamentales vient confirmer ces exigences auprès de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur.

Dans ce cadre, le Groupe veille à s'assurer du bon respect des engagements en faveur des droits humains et libertés fondamentales, par le respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail – OIT, et dans une première étape notamment sur les deux thèmes suivants :

- Sur le respect des législations et cultures locales en matière d'âge :
 - le respect du non-travail des enfants,
 - la non-discrimination liée à l'âge ;
- Sur le développement individuel des salariés et la cohésion collective :
 - l'extension progressive du principe de l'entretien individuel dans tous les pays du monde,



ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

Organisation du contrôle interne, de la gestion des risques et plan de vigilance

- la promotion du dialogue social au travers de la représentation des salariés.

Afin de suivre auprès de nos filiales le respect des conventions de l'OIT, le Groupe complètera son outil de reporting social et le volet « Ressources Humaines » des audits internes qu'il réalise. Il étendra dans un deuxième temps cette démarche auprès des activités des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie.

La santé et la sécurité des personnes

Le Groupe souhaite faire de la sécurité et de la santé au travail une valeur partagée avec nos partenaires intervenants sur nos sites (prestataires de services et sociétés d'intérimaires). La démarche SST – sécurité et santé au travail, déployée depuis 2009 a été redynamisée sous le nom : « La Sécurité c'est NOTRE affaire » en 2016, afin de souligner l'importance du collectif et de la coresponsabilité. Cette démarche se base notamment sur :

- une Charte SST co-signée par le Président et le Vice-Président du Groupe visant le ZÉRO accident du travail ;
- des instances de pilotage d'animation et de suivi : Comité de gouvernance SST, « G20 » (regroupant les représentants de la sécurité au travail en France et dans les pays limitrophes), Semaine Mondiale SST ;
- un Référentiel SST regroupant les Bonnes Pratiques, régulièrement audité ;
- des indicateurs clés partagés par l'ensemble des filiales.

Au niveau du Groupe, la démarche est co-animée par les Directions des Ressources Humaines et Industrielle.

Au niveau des filiales la démarche est animée par une organisation locale portée par la Direction Générale et le plus souvent accompagnée par un préventeur sécurité désigné sur chaque site.

En s'inscrivant dans cette démarche, et ce dans le cadre du plan de vigilance, le Groupe propose plusieurs axes de travail complémentaires :

- Poursuivre la démarche permanente sur la sécurité qui vise à réduire le nombre d'accidents de travail et leur gravité en se basant sur deux indicateurs clés suivis par l'ensemble des filiales :
 - Le suivi du Taux de Fréquence des effectifs inscrits et intérimaires (TFi)

(= nombre d'accidents de travail avec arrêt * 1 000 000 / nombre d'heures travaillées).
 - Le suivi du taux de gravité des effectifs inscrits (TG)

(= nombre de jours d'arrêt suite à accident du travail * 1 000 / nombre d'heures travaillées).
- Disposer d'un niveau de perception sur le bien-être au travail des collaborateurs du Groupe par la réalisation

périodique d'enquêtes d'opinion interne et la mise en place de plans d'amélioration.

Le suivi de cette perception se fait via le questionnaire Trust Index qui permet de mesurer : la confiance dans le Management avec la Crédibilité, le Respect et l'Équité, la Fierté au travail, la Convivialité au sein de l'Entreprise, et « Être une entreprise où il fait bon travailler ».

L'environnement

La prise en compte de l'environnement constitue un axe d'effort constant de la politique du Groupe. À ce titre, plusieurs éléments font l'objet d'un suivi régulier :

- l'utilisation durable des ressources (lutte contre le gaspillage ; optimisation de l'utilisation des matières premières et de la consommation d'eau ; maîtrise de la consommation d'emballage et papier ; maîtrise de la consommation énergétique) ;
- la prévention des pollutions (limiter les déchets industriels ; réduire les rejets et améliorer la qualité des eaux usées ; maîtrise des procédés d'épuration ; réduction des nuisances olfactives ; maîtrise des procédés de production) ;
- la contribution à la lutte contre le réchauffement climatique (bilan carbone).

Dans le cadre du plan de vigilance, le Groupe veille à piloter sa politique de protection de l'environnement plus avant par le biais de deux axes de travail :

- la prévention des pollutions des milieux aquatiques : suivi chaque quadrimestre de la demande chimique en oxygène (DCO) en sortie usine (indicateur de performance et de prévention) et en sortie de station (indicateur de conformité) pour l'ensemble des filiales du Groupe.

Les actions visant à améliorer cette maîtrise sont animées et suivies par le Groupe Énergie & Matière Responsabilité Sociétale et Environnementale – RSE.

- la prévention des dommages : mise en place d'un indicateur de suivi du plan d'investissement prévention/protection incendie.

Afin de réduire son Risque Industriel et plus particulièrement celui lié à l'incendie, le Groupe a décidé de mettre en place sur ses sites majeurs des plans de protection incendie assortis d'investissements (source d'eau, sprinkler, etc...). Un indicateur de suivi annuel des projets a été établi pour suivre la progression de la notation des sites vis-à-vis de la protection incendie.

Prévention des risques Fournisseurs

Le plan de vigilance vient compléter les dispositifs déjà en place relatifs à la gestion des risques Fournisseurs (qualité, hygiène, sécurité, service, dépendance, défaillance, ...) pouvant affecter la pérennité et la fiabilité de nos sources

d'approvisionnement tant en termes de produits que de services.

Ce plan ne couvre pas les fournisseurs de matière première laitière, car un plan spécifique existe déjà depuis plusieurs années dans le cadre du programme « Approvisionnements Laitiers Responsables ». Ce programme permet d'accompagner les éleveurs qui le souhaitent afin de faire évoluer les pratiques de production du lait dont un des objectifs est la réduction des gaz à effet de serre.

Le plan de vigilance s'appuie sur l'évaluation :

- des pratiques RSE des fournisseurs majeurs ;
- de la politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence des fournisseurs de premier rang ciblés selon notre cartographie des risques « SAPIN II » ;
- du travail dissimulé, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Depuis 2010, une Charte « Achats Durables & Solidaires » est soumise aux Fournisseurs majeurs pour signature. Cette Charte a été établie en cohérence avec la Charte éthique du Groupe et selon la Charte des bonnes pratiques d'achats établies sous la tutelle du Ministère de l'Économie, des Finances, de l'Industrie, de la Concurrence et de la Médiation nationale, dont le Groupe est signataire depuis le 10 janvier 2012.

À compter du 1^{er} janvier 2018, la dénomination devient « Charte Achats Responsables » et se voit renforcée de la Charte relative à l'engagement du Groupe SAVENCIA contre la corruption et le trafic d'influence dans ses relations avec ses partenaires commerciaux, et ajustée des nouvelles dispositions relatives au Code de conduite interne établi par le Groupe dans le cadre de la loi Sapin II.

Prévention des risques RSE

L'évaluation des risques RSE est établie via le processus d'évaluation EcoVadis, engagé depuis 2010. Nous couvrons et suivons à ce jour environ 300 fournisseurs majeurs. Les 4 domaines d'évaluation sont :

- environnement ;
- social ;

- éthique & Corruption ;

- relations Fournisseurs & Chaîne d'approvisionnement.

Le plan vise à couvrir à terme 80 % des dépenses externes Groupe (hors achats matière première laitière) dans le cadre de relations commerciales établies. Le déploiement de la « Charte Achats Responsables » s'opère par vagues successives avec un suivi du taux de couverture.

Lutte contre la corruption et le trafic d'influence

Afin de répondre aux dispositions réglementaires applicables en la matière, notamment dans la relation avec nos Fournisseurs de premier rang, nous avons choisi d'évaluer les Fournisseurs ciblés selon une cartographie des risques spécifique liée au processus d'évaluation, notamment à partir du critère « Éthique et Corruption ».

L'évaluation se fait sur base déclarative, par le biais d'enquêtes. La déclaration est ensuite contrôlée par EcoVadis au travers de recherches auprès d'ONG, de contentieux existants, etc. Nous disposons d'ores et déjà d'une notation de ce critère sur 300 Fournisseurs majeurs.

Pour cette exigence, le ciblage des campagnes d'évaluation sera effectué, à compter de 2018, selon la cartographie des risques établie (cf. ci-dessus). Des campagnes annuelles de l'ordre de 100 Fournisseurs supplémentaires sont prévues afin d'en assurer le suivi.

Prévention du travail dissimulé

Nous avons sélectionné ACTRADIS, prestataire indépendant, agréé Tiers de confiance (ayant reçu une habilitation d'état lui permettant de vérifier la conformité de divers documents administratifs), afin de collecter et de vérifier les informations telles que prévues par la réglementation applicable.

Après une première campagne en 2017, une deuxième campagne de 4 000 Fournisseurs ciblés est engagée en 2018. Le déploiement sera progressif par campagnes successives.